

DOSSIER NATION

SANS COMPLEXE NI ARROGANCE, LA SUISSE DOIT S'AFFIRMER

par Pascal Broulis,
conseiller d'Etat

S'affirmer, ce n'est pas toiser les autres et proclamer «Y en a point comme nous». Mais ce n'est pas davantage s'excuser d'exister et ouvrir les dossiers en songeant déjà aux concessions à faire. S'affirmer c'est se faire confiance, aborder pragmatiquement et globalement les situations, assumer ses valeurs et les rappeler et s'asseoir aux tables de négociation en partenaire, décidé à trouver et obtenir des solutions équilibrées. Dans le concert des nations, la Suisse a toutes les raisons de se montrer ainsi déterminée. Notre pays tire parti de la stabilité de son gouvernement de «coalition institutionnelle», qui n'est peut-être pas spectaculaire mais pousse aux consensus plutôt qu'aux confrontations. Notre système fédéral, avec vingt-six cantons, aboutit à une grande proximité

entre élus et citoyens, renforcée encore par le rôle des communes. Il permet aussi à vingt-six «laboratoires» de fonctionner en parallèle, avec toute l'émulation et l'inspiration réciproque que cela suppose. Il y a enfin cette remarquable institution qu'est notre démocratie directe, qui conduit sans émotion superflue à débattre de tout sur la place publique et à éprouver régulièrement la valeur des solutions auprès de celui qui a toujours raison: le peuple.

Autant de singularités dont la Suisse n'a pas à rougir. Elles y sont pour quelque chose si notre taux de chômage vient encore de se contracter à 3,2% et si nos finances publiques, efficacement régulées par des mécanismes de frein à l'endettement, sont saines. «La Suisse ne doit pas avoir de complexes», relevait voici peu le politicien français François Bayrou, après avoir – dans une

intervention télévisée curieusement peu médiatisée ici – loué la mirceur de notre loi sur le travail par rapport aux milliers de page de son homologue française. «Le secret du succès c'est le modèle, changez-le le moins possible», constatait de son côté l'auteur (anglais) d'un ouvrage économique baptisé *Swiss Made*. Écoutons ces voix.

«NOTRE PROSPÉRITÉ EST
OUVERTE. LA SUISSE EST
LE TROISIÈME PARTENAIRE
DE L'UNION EUROPÉENNE.»

Notre prospérité est ouverte. La Suisse est le troisième partenaire de l'Union Européenne. Elle lui sert de sas d'exportation, avec une balance commerciale déficitaire vis-à-vis d'elle mais

bénéficiaire par rapport au reste du monde. Aujourd'hui 1,2 millions d'Européens habitent en Suisse. 270 000 autres viennent y travailler quotidiennement, et en comptant leurs familles c'est près d'un million de personnes qui vivent à nos frontières des quelques 20 milliards de francs de salaires bruts annuellement versés. Dans le tableau il faut ajouter les NLFA, énorme effort d'infrastructure au bénéfice de l'UE, le soutien de la BNS à l'Euro et, pourquoi pas, cet achat européen d'importance que représente un avion de chasse. Voilà. Quand l'UE conteste notre fiscalité des entreprises sans s'interroger sur les spécialités de ses membres, quand la France veut changer à son seul bénéfice les règles d'imposition des successions, c'est tout cela qui doit être affirmé. Calmement, sereinement, en prélude à des ajustements réciproques.